



CHAPITRE 108

Loi modifiant la charte de la Compagnie
Trust Royal

[Sanctionnée le 13 juin 1969]

CHAPTER 108

An Act to amend the charter of the
Royal Trust Company

[Assented to 13th June 1969]

Préam-
bule.

ATTENDU que la « Compagnie Trust Royal » a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée en corporation par le chapitre 79 des lois de 1892, modifié par le chapitre 80 des lois de 1892, le chapitre 67 des lois de 1895, le chapitre 76 des lois de 1900, le chapitre 73 des lois de 1906, le chapitre 96 des lois de 1927, le chapitre 104 des lois de 1929, le chapitre 145 des lois de 1952/1953, le chapitre 169 des lois de 1956/1957, le chapitre 110 des lois de 1964 et par le chapitre 133 des lois de 1966/1967;

Qu'elle a présentement le pouvoir de posséder des immeubles mais que ce pouvoir ne correspond plus à ses besoins et qu'elle veut l'augmenter;

Qu'étant donné sa croissance et l'augmentation du nombre de ses actionnaires et afin de pourvoir à un financement plus efficace de ses affaires, elle désire obtenir l'autorisation d'augmenter son capital-actions;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cet effet et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe 8 de l'article 2 du chapitre 79 des lois de 1892, remplacé par l'article 6 du chapitre 76 des lois de 1900, est de nouveau remplacé par le suivant :

WHEREAS the Royal Trust Company ^{Preamble.} has by its petition represented :

That it was incorporated by chapter 79 of the statutes of 1892, amended by chapter 80 of the statutes of 1892, chapter 67 of the statutes of 1895, chapter 76 of the statutes of 1900, chapter 73 of the statutes of 1906, chapter 96 of the statutes of 1927, chapter 104 of the statutes of 1929, chapter 145 of the statutes of 1952/1953, chapter 169 of the statutes of 1956/1957, chapter 110 of the statutes of 1964 and by chapter 133 of the statutes of 1966/1967;

That it now has the power to own immoveables but such power no longer corresponds to its needs and it wishes to increase it;

That given its growth and the increase in the number of its shareholders, and in order to provide a more efficient financing of its affairs, it wishes to be authorized to increase its capital stock;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows :

1. Paragraph 8 of section 2 of chapter 79 of the statutes of 1892, replaced by section 6 of chapter 76 of the statutes of 1900, is again replaced by the following :

1892, c.
79, a. 2,
mod.

1892, c.
79, s. 2,
mod.

Acquisition de propriétés foncières.

« 8. En outre des immeubles acquis et possédés par elle dans le cours régulier de ses affaires, la compagnie pourra acquérir, posséder et aliéner des propriétés foncières jusqu'à un montant n'excédant pas dix millions de piastres, et en sus:

a) Tout immeuble qui peut être pris par elle en compromis ou paiement de toute dette préexistante;

b) Tout immeuble qui peut être acheté par elle à toute vente judiciaire ou autre, en forclusion, ou pour la mise à exécution ou recouvrement de toute créance, de toute hypothèque, de tout fidéicomis ou de toute convention, de la nature d'un gage ou d'une hypothèque acceptés ou acquis par ladite compagnie dans le cours régulier de ses affaires;

Condition.

Pourvu toutefois que la compagnie vende la propriété acquise par elle en vertu des paragraphes a et b dans les quinze ans à compter de la date de telle acquisition. ».

1892, c. 79, a. 11, remp.

2. L'article 11 du chapitre 79 desdites lois, remplacé par l'article 12 du chapitre 76 des lois de 1900, est de nouveau remplacé par le suivant:

Augmentation du capital-actions.

« 11. Le capital-actions de la compagnie pourra être augmenté de temps à autre jusqu'au chiffre de dix millions de piastres, par un vote de la majorité des actionnaires, à une assemblée régulièrement convoquée à cette fin; et ce capital-actions sera émis et réparti suivant que les directeurs l'auront décidé, le tout conformément aux dispositions de la loi concernant les compagnies à fonds social.

Avis.

Avis de telle augmentation devra être donné par la compagnie dans la *Gazette officielle du Québec* par une annonce de trois insertions consécutives. ».

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“8. Besides the real estate acquired and held by it in the course of the due carrying on of its business, the company may acquire, hold and convey real estate to an amount not exceeding ten million dollars, and in addition thereto:

(a) Such real estate as may be taken by it in compromise or payment of any pre-existing indebtedness.

(b) Such as may be purchased by it at any judicial or other sale, in foreclosure, or for the enforcement of any claim, mortgage, trust or agreement in the nature of a pledge or mortgage of the same, acquired or taken by the company in the course of the due carrying on of its business.

Acquisition of real estate.

Provided always that the company shall sell any property acquired by it by virtue of paragraphs a and b within fifteen years of the date of its acquisition of the same.”.

Proviso.

2. Section 11 of chapter 79 of the said statutes, replaced by section 12 of chapter 76 of the statutes of 1900, is again replaced by the following:

1892, c. 79, s. 11, replaced.

“11. The capital stock of the company may be increased from time to time to an amount not exceeding ten million dollars by a vote of the majority of the shareholders, at a meeting duly called for the purpose, and such stock shall be issued and allotted as the directors may determine, the whole according to the provisions of the Joint stock companies' general clauses' act.

Notice of every such increase shall be given by the company in the *Québec Official Gazette*, by an advertisement inserted three times consecutively.”.

Increase of capital stock.

Notice.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.